

Paul Missiagbeto jeté en prison pour diffusion de fausses nouvelles



Un mandat de dépôt a été requis le vendredi 04 juin contre Paul Missiagbeto, Conseiller spécial, de Messan Agbéyomé Kodjo, candidat de la Dynamique Monseigneur Kpodzro (DMK) au scrutin présidentiel du 22 février 2020. Le mis en cause interpellé en mai dernier a déjà passé 18 jours en garde à vue au service central de recherches et d'investigations criminelles de la gendarmerie nationale (SCRIC).

M. Missiagbeto est accusé de publication de fausses nouvelles pour avoir relayé des informations circulant de façon virale sur les réseaux sociaux. Il a été arrêté à son domicile le 17 mai par les éléments de la police.

Son parti politique, le Mouvement Patriotique pour la Démocratie et le Développement (MPDD) dénonce un déni de droit, une détention abusive et interpelle la communauté internationale.

Sa maison été fouillée de fond en comble sans mandat de perquisition, son téléphone et celui de sa femme ont été confisqués par les forces de l'ordre et de sécurité, selon un communiqué de son parti publié le 20 mai dernier.

De Paul Missiagbeto à Agbeyome Kodjo

Dans une nouvelle note diffusée dimanche, le MPDD estime que l'arrestation de Paul Missiagbeto est une persécution politique aussi bien d'un proche collaborateur d'[Agbeyome Kodjo](#) que de toute la DMK dont la décapitation est visée.

« Comment peut-il être possible que le SCRIC s'ingénie actuellement à réprimer un homme politique qui relaie des informations dont il n'est pas l'auteur et déjà relayées par des milliers des personnes non inquiétées? », s'interroge le MPDD.

Le parti exhorte les organisations nationales internationales de défense des droits de l'homme accréditées au Togo à se saisir du dossier de Paul Missiagbeto.

« Le Bureau politique du MPDD interpelle la communauté internationale sur les graves dérives quotidiennes du pouvoir de fait au Togo afin qu'elle agisse opportunément pour faire cesser la persécution politique et la violation des droits de l'Homme dans notre pays actuellement dans l'impasse », ajoute le communiqué.

Selon une récente liste publiée par le comité national de libération des détenus politiques au Togo, le pays dénombre à ce jour 67 prisonniers politiques.